



# TABLEAU DE BORD DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE

---

QUALITÉ DE VIE

# QUALITÉ DE VIE

**La qualité de vie fait partie des déterminants des choix d’implantation des talents. Elle est un argument majeur pour attirer les travailleurs qualifiés de plus en plus mobiles entre les territoires.**

**Quelques indicateurs clés permettent d’appréhender ce concept, tels que l’espérance de vie, l’accès aux soins ou encore la disponibilité des activités culturelles. Le niveau de dépenses dans les services publics (éducation, santé, logement, culture, etc.), est également révélateur de leur qualité et de leur accessibilité.**

**En France, le système public offre un ensemble de services gratuits et de qualité, notamment en matière d’éducation et de santé, tout en soutenant le niveau de vie des ménages. La France est ainsi parmi les meilleurs pays au monde en termes d’accessibilité aux soins de santé et de dépenses publiques de protection sociale.**

Parmi les principaux déterminants de la qualité de vie, la santé et l'accès aux soins sont des déterminants du bien-être des individus.

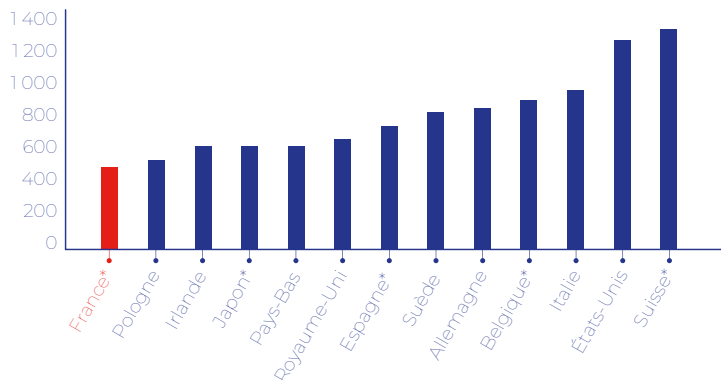
Selon les données de l'OCDE, l'espérance de vie en France est parmi les plus élevées au monde. En 2021, une personne née en France a une espérance de vie de 82,5 ans, soit davantage qu'au Royaume-Uni (80,4 en 2020), et aux États-Unis (77 en 2020).

L'accessibilité d'un système de santé est révélatrice du soutien financier apporté par les autorités aux objectifs sanitaires nationaux. Un système peu accessible retardera la décision de consulter un professionnel de santé, ce qui aura des conséquences sanitaires, mais aussi financières, à cause des hospitalisations tardives. Cette accessibilité peut se mesurer par le montant des paiements directs des ménages pour les actes de santé. **En France, ce montant est particulièrement faible, elle est classée 1<sup>re</sup> de notre échantillon.**

Ce « reste à charge » très modéré pour les services de santé en France s'explique par un engagement financier public fort : en 2020, année de la pandémie de Covid-19, les dépenses publiques de santé en France représenteraient 10,3 % du PIB, soit 84,7 % des dépenses totales de santé. Il s'agit de la 5<sup>e</sup> meilleure prise en charge publique des dépenses de santé de notre échantillon derrière l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas et les États-Unis.

**FIG. 1**

ACCESSIBILITÉ AUX SOINS DE SANTÉ  
PAIEMENT DIRECT DES MÉNAGES, PAR PERSONNES EN US\$ PPP, EN 2021

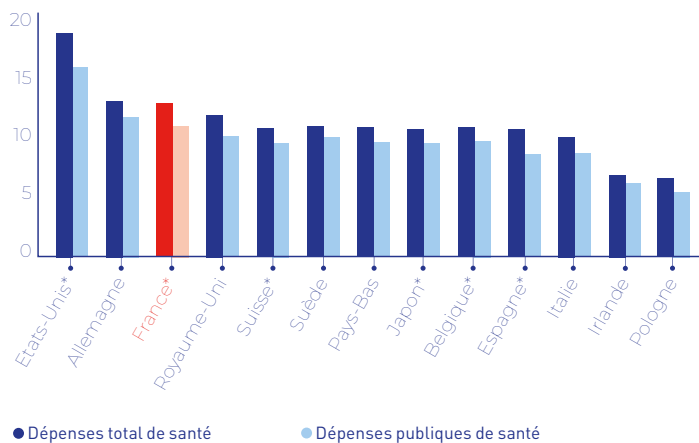


\* Données 2020

Source : OCDE, 2022

**FIG. 2**

DÉPENSES DE SANTÉ (2021)  
EN % DU PIB



● Dépenses total de santé

● Dépenses publiques de santé

\* Données 2020

Source : OCDE, 2022

**L'éducation et la prise en charge collective des enfants en bas âge sont une autre facette de la qualité de vie proposée par un pays. Un système éducatif performant envoie le signal d'un engagement déterminé pour le futur** (cf. Livret Éducation et capital humain).

Depuis 2019, l'enseignement pré-primaire à partir de 3 ans est devenu obligatoire en France, signal de la lutte contre les inégalités dès le plus jeune âge. **100 % des enfants de 3 à 5 ans sont inscrits dans l'enseignement pré-primaire ou à l'école primaire en France**, au même niveau que le Royaume-Uni, et devant l'Allemagne (93,7 %). En 2020, 58 % des enfants de 0 à 2 ans sont inscrits dans un mode de garde formelle et préscolaire en France, au 2<sup>e</sup> rang de notre échantillon, derrière les Pays-Bas (69,4 %).

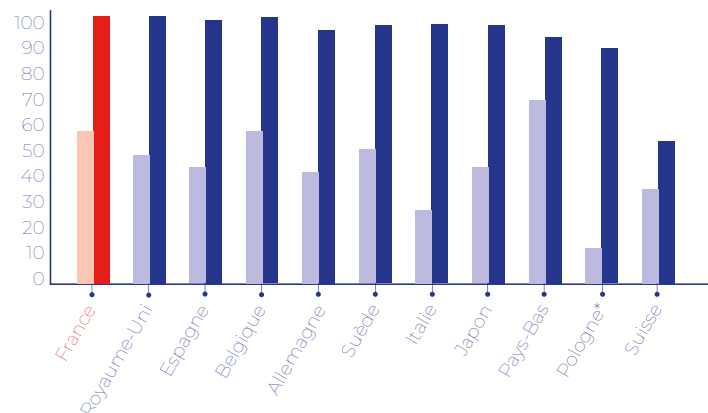
Les services de garde d'enfants sont abordables en France, ils permettent aux parents de s'investir dans leur vie professionnelle. En 2022, les dépenses nettes à la charge d'un ménage composé d'un couple et de deux enfants qui utilisent les services de garde d'enfants atteignent 10 % du revenu net du ménage en France (pour un couple dont les deux membres perçoivent un revenu égal au salaire moyen), derrière l'Allemagne (1 %), mais devant les

États-Unis (20 %) et le Royaume-Uni (16 %). Les efforts français en termes de disponibilité de mode de garde pour les jeunes enfants sont continus avec notamment l'annonce d'un Plan en juin 2023 qui renforce les investissements pour la petite enfance et prévoit de créer 200 000 places de crèches supplémentaires d'ici la fin de la décennie.

La durée des congés payés/rémunérés de maternité, de paternité et de congé parental pour les mères et les pères fait partie des indicateurs de soutien des États aux ménages. Le congé maternité pour les mères en France atteint 16 semaines (données OCDE), davantage qu'en Allemagne (14 semaines) ou en Suède (13 semaines). La France agit pour davantage d'égalité entre les hommes et les femmes lors de l'arrivée d'un enfant et a ainsi prolongé le congé paternité à 28 jours pour les pères depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021 contre 14 précédemment. La France apparaît parmi les pays précurseurs.

**FIG. 3**

SCOLARISATION ET PRÉ-SCOLARISATION DES ENFANTS (2020)  
EN %



● Proportion des enfants âgés de 0-2 ans inscrits dans un mode de garde formelle et préscolaire

● Proportion des enfants âgés de 3-5 ans inscrits dans l'enseignement pré-primaire ou à l'école primaire

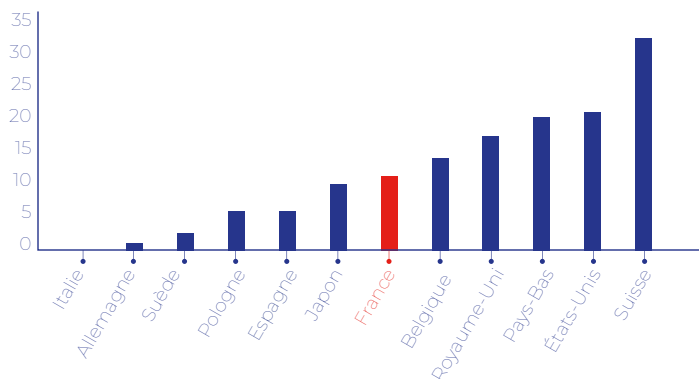
\*Données 2018

Source : OCDE, 2022



**FIG. 4**

DÉPENSES NETTES À LA CHARGE DES PARENTS QUI UTILISENT LES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS (2022)  
POUR UN COUPLE AVEC 2 ENFANTS AYANT 2 SALAIRES ÉGAUX AU REVENU MOYEN  
EN % DU REVENU NET DU MÉNAGE



Source : OCDE, 2022

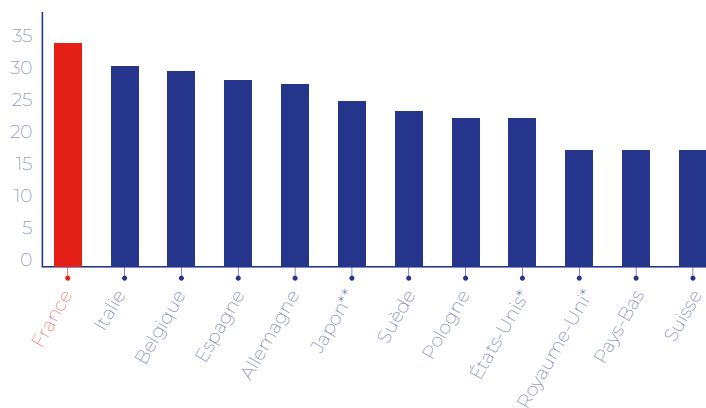
**Le niveau de protection sociale offert par un pays à ses résidents prend de multiples formes : allocations familiales, congés payés, aides au logement, indemnisations chômage...**

**Les dépenses publiques de protection sociale** – couvrant l’invalidité, les familles/enfants, le logement, les exclusions sociales, la vieillesse, la maladie et les soins de santé, les indemnités chômage – atteignent 31,6 % du PIB en France. Ce chiffre reflète **le haut niveau de protection sociale dont bénéficient les résidents français et positionne la France à la première place** de notre échantillon pour les dépenses publiques de protection sociale devant l’Allemagne (26,7 %), le Royaume-Uni (22,1 %) et les États-Unis (22,7 %).

Parmi les différents postes de dépenses de protection sociale, la France est également bien placée. Elle est le 3<sup>e</sup> pays européen pour la part du PIB consacré aux indemnités chômage (1,2 % en 2019 et jusqu’à 3,2 % en 2020, année de la pandémie de Covid-19) et 1<sup>re</sup> pour les aides au logement (0,7 % du PIB).

**FIG. 5**

DÉPENSES PUBLIQUES DE PROTECTION SOCIALE (2022)  
EN % DU PIB

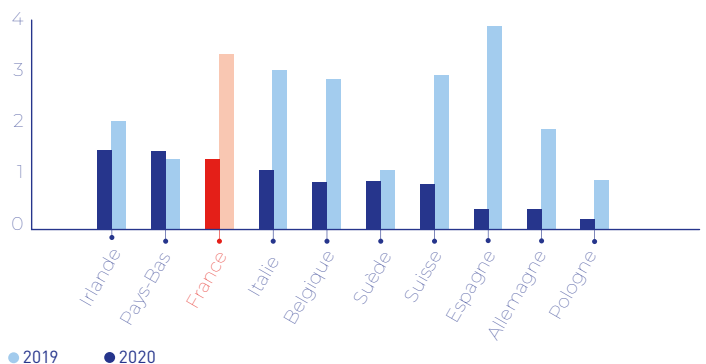


\* Données 2021; \*\* Données 2020

Source : OCDE, 2022

**FIG. 6**

DÉPENSES PUBLIQUES DE PROTECTION SOCIALE (2022)  
CHÔMAGE  
EN % DU PIB

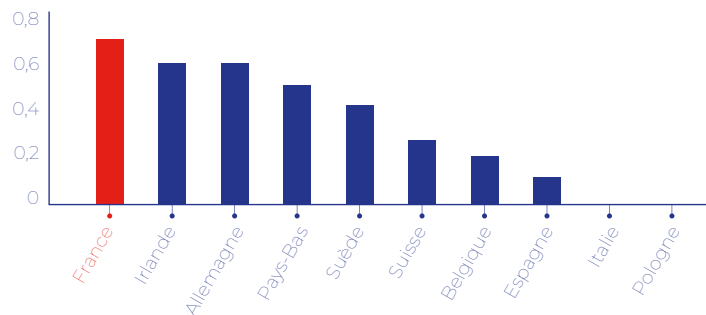


● 2019 ● 2020

Source : Eurostat 2022

**FIG. 7**

DÉPENSES PUBLIQUES DE PROTECTION SOCIALE (2020)  
AIDE AU LOGEMENT  
EN % DU PIB

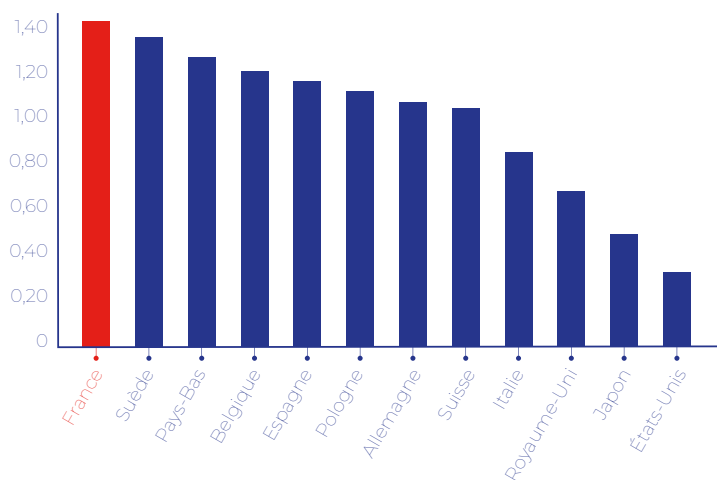


Source : Eurostat 2022

Ensuite, le niveau de dépenses publiques pour la culture, les loisirs et les cultes confirme l'engagement public fort pour le cadre de vie : en 2021, la France consacre une dépense équivalente à 1,4 % du PIB pour la culture, les loisirs et les cultes. C'est le 1<sup>er</sup> pays de notre échantillon en termes de part de dépenses publiques pour ce secteur.

**FIG. 8**

DÉPENSES PUBLIQUES POUR LA CULTURE ET LES LOISIRS (2021)  
EN % DU PIB



Source : OCDE, 2022

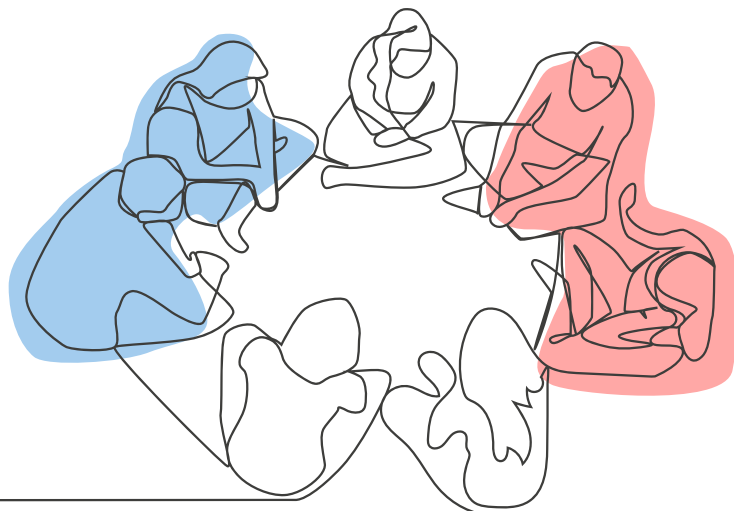
**La France offre une qualité de vie complète à ses habitants, entre accès facilité à la santé, une protection sociale forte, un système éducatif performant, ou encore des activités culturelles.** Cet environnement de vie est principalement financé par la dépense publique, sans pour autant pénaliser les revenus et le niveau de vie des résidents.



**Au-delà d'un système de protection sociale solidaire et accessible à tous, la France assure un niveau élevé de revenu aux ménages.** Le revenu disponible ajusté brut des ménages est le montant maximum qu'un ménage peut dépenser sans s'endetter ou réduire son patrimoine : il s'agit de l'ensemble des revenus dont dispose un ménage avant prélèvements (revenus d'activité, revenus du patrimoine, etc.), auxquels s'ajoutent principalement les prestations sociales en espèces (minima sociaux, prestations familiales, pensions de retraite, indemnités chômage, etc.).

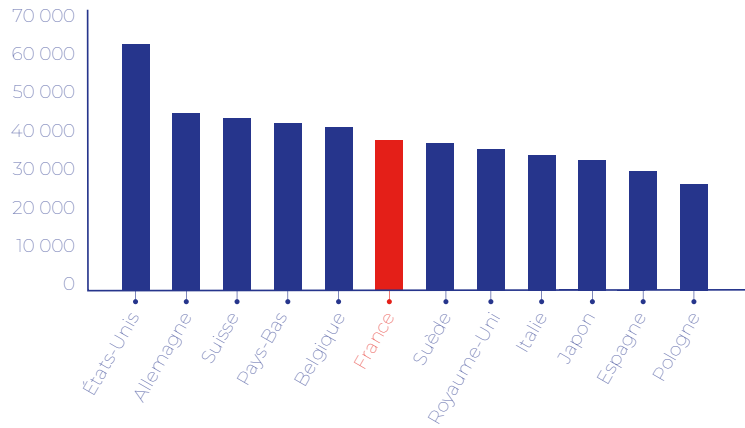
En 2021, le revenu disponible ajusté brut de la France atteint près de 40 000 US\$, derrière les États-Unis (62 334 US\$), l'Allemagne (44 444 US\$), et devant la Suède (37 105 US\$) ou encore le Royaume-Uni (36 793 US\$).

**Les inégalités de revenu ont un impact non négligeable sur la qualité de vie des ménages.** Par un système de prélèvements et d'aides publiques, les pouvoirs publics participent activement à réduire les inégalités, pour favoriser le vivre-ensemble. Le coefficient de Gini, qui mesure ces inégalités (cf. encadré méthodologique), s'établit en France à un niveau moyen de 0,29 en 2020 après redistribution, soit un meilleur niveau qu'au Royaume-Uni (0,335) et équivalent à celui de l'Allemagne (0,29). Le rapport interdécile des niveaux de vie (D8/D2), qui est une mesure de la répartition des revenus (cf. encadré) place également la France (4,4) à un meilleur niveau que l'Allemagne (4,6) et le Royaume-Uni (6,1).



**FIG. 9**

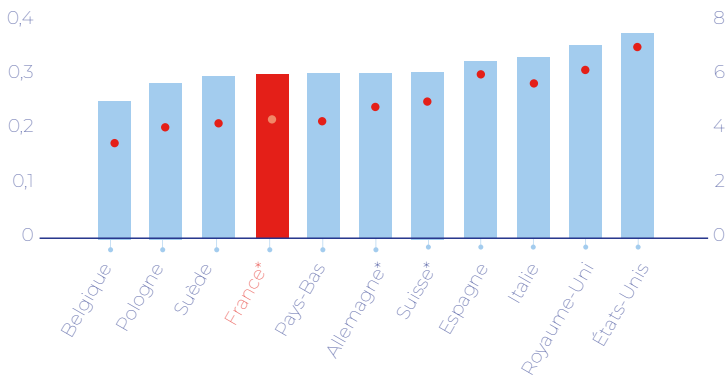
REVENU AJUSTÉ DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES (2021)  
EN US\$ PPA



Source : OCDE, 2022

**FIG. 10**

INÉGALITÉ DE DISTRIBUTION DE REVENUS (2020)

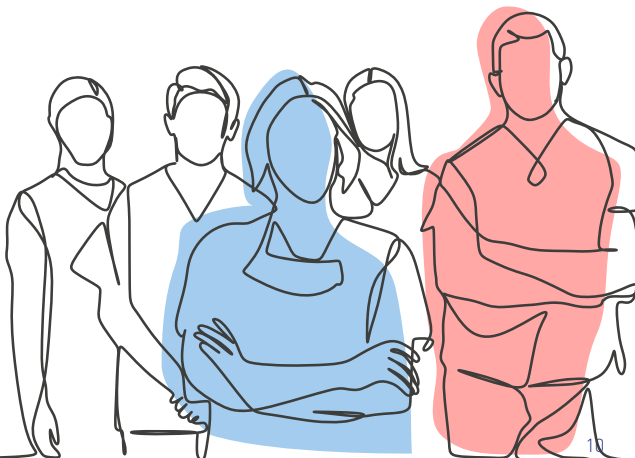


● Coefficient de Gini (échelle de gauche)

● Rapport interdécile D80/D20

\*Données 2019

Source : OCDE, 2020

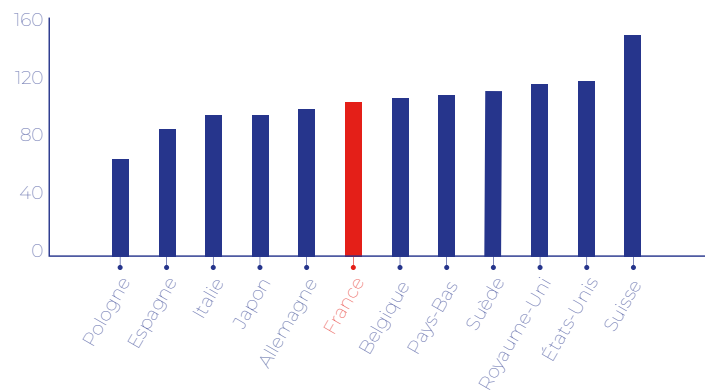


Enfin, l'OCDE calcule tous les mois un indicateur comparatif des niveaux de prix dans les pays qu'elle représente : se basant sur un panier de biens et services représentatifs, il permet d'obtenir un niveau comparatif des prix en fonction d'un pays de référence. Selon cet indicateur, la Suisse, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Suède, les Pays-Bas et la Belgique ont un niveau des prix plus élevé que la France, contrairement à la Pologne, à l'Espagne, à l'Italie, le Japon et l'Allemagne.

Le niveau des prix en France a d'ailleurs été davantage contenu au cours de l'année 2022 comparativement aux autres pays de notre échantillon. La France a fait figure d'exemple en contenant son inflation à un niveau relativement bas (5,2 % en glissement annuel), 2e meilleure performance des pays étudiés.

**FIG. 11**

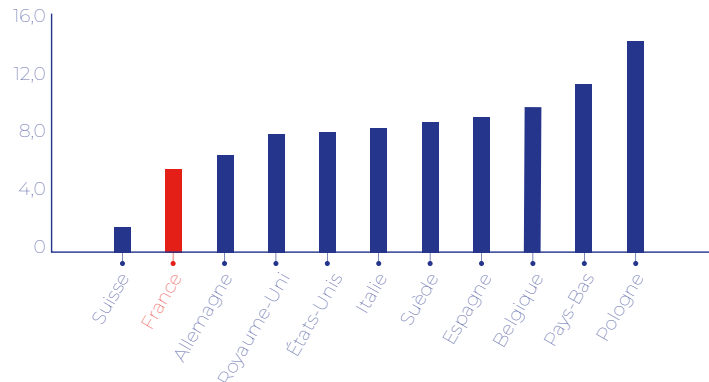
INDICATEUR DE COMPARAISON DES PRIX (AVRIL 2023)  
RAPPORT DES PPA, RÉFÉRENCE FRANCE = 100



Source : OCDE, 2023

**FIG. 12**

INFLATION EN GLISSEMENT ANNUEL (2022)



Source : OCDE, 2022

# Méthodologie

## La mesure de l'inégalité de la distribution des revenus

L'indice de Gini est un indicateur permettant de mesurer le niveau d'inégalités de revenus global au sein d'un pays. Il est compris entre 0 et 1, 0 représentant une situation d'égalité parfaite où chaque ménage dispose d'un revenu égal et 1 une situation d'inégalité totale où un seul ménage concentrerait tous les revenus. L'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé (proche de 1). Une baisse de l'indice de Gini indique une diminution globale des inégalités de niveau de vie.

Le rapport interdécile des revenus (D8/D2), soit le rapport entre le revenu de l'individu le plus pauvre du deuxième décile le plus riche (D8) et le revenu de l'individu le plus riche du deuxième décile le plus pauvre (D2) constitue également un indicateur d'inégalité. Plus ce rapport interdécile est élevé, plus la différence de revenu entre les 2 individus considérés est forte et plus la distribution des revenus est inégale dans la société considérée.

## L'indice de développement humain du PNUD

L'IDH est un indice composite sommaire qui mesure les réalisations moyennes d'un pays dans trois aspects fondamentaux du développement humain : une vie longue et saine (santé), l'accès aux connaissances (éducation) et un niveau de vie décent (revenu). Il a été créé pour souligner que les capacités des individus à agir devraient être le critère ultime d'évaluation du développement d'un pays, et non pas la croissance économique seule. L'IDH peut également être utilisé pour remettre en question les choix de politiques nationales, en se demandant pourquoi deux pays avec le même niveau de RNB par habitant peuvent se retrouver avec des résultats tellement différents en matière de développement humain.

Avec un indice de 0,903 en 2021, la France fait partie des pays bénéficiant d'un niveau de développement humain très élevé. Elle est au 28e rang mondial, derrière la Suisse (1er rang mondial avec un IDH de 0,962), l'Allemagne (9e rang avec un IDH de 0,942) et le Royaume-Uni (18e rang avec un IDH de 0,929), et l'Espagne (27e rang avec un IDH de 0,905) mais devant l'Italie (30e rang avec un IDH de 0,895).



## Éléments méthodologiques

---

L'attractivité économique peut être définie comme la capacité à attirer les activités nouvelles et les facteurs de production mobiles - capitaux, travailleurs qualifiés – sur un territoire. Cette capacité renvoie à une large gamme de déterminants macroéconomiques.

Ce livret prend place dans un ensemble de thématiques qui abordent différents déterminants d'attractivité sous la forme de comparaison des principales économies européennes concurrentes de la France : l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse ; ainsi que les États-Unis, le Japon.

